

# Le logiciel c'est 5,3 % du PIB français

La contribution directe de l'industrie du logiciel à l'économie française était estimée, en 2014, à 37 milliards d'euros, soit 1,7 % du PIB. La contribution totale cumulée (effets indirects et induits inclus) atteint 113 milliards d'euros par an, soit 5,3 % du PIB de la France. C'est l'un des enseignements du [rapport sur l'impact économique](#) de cette industrie publié par la BSA Software Alliance.

L'analyse a été réalisée par l'Economist Intelligence Unit (EIU) à partir de données publiques (Eurostat, BCE, OCDE, WIOD, etc.). La France est l'un des 5 États membres de l'Union européenne étudiés (France, Allemagne, Italie, Espagne et Royaume-Uni). Seul le Royaume-Uni fait mieux dans ce domaine, avec une contribution totale du logiciel au pourcentage du PIB britannique de 7,1 %.

## 1,2 million d'emplois en France ?

En France, l'industrie du logiciel représenterait **plus de 446 200 emplois directs**, selon le rapport, soit 1,6 % du total des emplois dans le pays. Et près de 1,2 million d'emplois lorsque l'on élargit l'analyse aux emplois indirects et induits (4,4 % du total des emplois dans l'Hexagone). Par ailleurs, le secteur français du logiciel aurait investi plus de 2,5 milliards d'euros dans la R&D en 2013, soit 8,5 % du total des investissements de recherche réalisés cette année-là, dans le pays, par des entreprises privées.

## 910 milliards d'euros dans l'UE

À l'échelle de l'Union européenne, selon le rapport, la contribution totale de l'industrie du logiciel atteint 910 milliards d'euros, soit plus de 7 % du PIB de l'UE des 28. Le logiciel représenterait un total de 11,6 millions d'emplois dans l'UE, dont 3,1 millions d'emplois indirects. Ces chiffres sont l'occasion pour le lobby industriel d'inviter le législateur à opter pour un cadre réglementaire « favorable » à l'essor du logiciel et des technologies de pointe : intelligence artificielle, Big data, Cloud, IoT...

« Le législateur devrait promouvoir la libre circulation des données, a déclaré par voie de communiqué Victoria Espinel, présidente de la BSA, et s'opposer à la localisation de données ». Le ton est donné.

**Lire aussi :**

[Logiciels sans licence : la France sur la voie de la rédemption](#)

[La BSA fait de la « tsarine du copyright » sa présidente](#)

crédit photo © Rrraum - shutterstock